



**MISE À JOUR DES
PRINCIPES
DIRECTEURS
2015-2016**

TABLE DES MATIÈRES

1.	VOLET EXPÉRIMENTAL.....	2
	Changements applicables aux Principes directeurs du Volet expérimental	2
	Changements applicables à la Politique de récupération du Volet expérimental	3
	Changements applicables au Programme pilote de partenariats avec des accélérateurs (3PA)	3
2.	VOLET CONVERGENT	4
	Changements applicables à tous les programmes de production du Volet convergent	4
	Changements apportés à tous les programmes sélectifs du Volet convergent.....	5
	Changements apportés au Programme autochtone et au Programme de production de langue française en milieu minoritaire	5
	Changements apportés au Programme autochtone	5
	Changements apportés au Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise	5
	Changements apportés au Programme de production de langue française en milieu minoritaire	5
	Changements apportés à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire.....	6
	Changements apportés à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents.....	6
	Changements apportés au Programme de développement.....	6
	Changements apportés à la Mesure incitative pour le codéveloppement international.....	7
	Changements apportés à la Mesure incitative pour la production nordique.....	7
	Changements apportés à l'Annexe A.....	7
	Changements apportés à l'Annexe B.....	7
	Introduction au programme Corus-FMC - <i>Du concept à la prévente</i>	8
3.	VOLET CONVERGENT – 2016-2017	10
	Changements apportés à l'annexe B	10

*****REMARQUE*****

Veillez prendre note que les changements suivants ont été apportés à la version **RÉVISÉE** de la Mise à jour des Principes directeurs :

- 1) Sous le titre *Changements liés au traitement des droits supplémentaires*, à la page 4, les changements suivants ont été supprimés du présent document et des Principes directeurs applicables :
 - Auparavant, la vidéo sur demande (VSD) n'était pas précisément inscrite à titre d'exemple de droit supplémentaire.
 - Dorénavant, la VSD est incluse comme exemple de « droit supplémentaire » lorsque le droit de VSD canadien, tel qu'il est défini dans les Principes directeurs, ne fait pas partie du droit de diffusion admissible du Requérant, conformément à la section 3.2.TV.5.1.
 - Auparavant, lorsque le FMC participait au capital de la composante télévision d'un projet, un télédiffuseur canadien ou un service de VSD canadien avait la possibilité de payer la juste valeur marchande pour une liste précise de droits supplémentaires.
 - Dorénavant, lorsque le FMC participe au capital de la composante télévision, tout autre droit supplémentaire doit être exploité conformément à la Politique de récupération normalisée du FMC. Le FMC peut considérer une entente de partage 50/50 du revenu brut pour une liste précise de droits supplémentaires.
- 2) La section suivante, qui entrera en vigueur en **2016-2017**, a été ajoutée à la dernière page du présent document :

Section 6, Politique de récupération normalisée (PRN) – Volet convergent

- Actuellement, il y a deux modèles de récupération normalisée, soit le modèle A (sans distributeur admissible) et le modèle B (avec distributeur admissible).
- **À partir de 2016-2017**, dans le but de simplifier la méthode de récupération et d'accroître le rendement potentiel du capital investi par le FMC, la démarche à deux modèles sera éliminée et le modèle B sera adopté comme modèle unique de récupération, qu'il y ait ou non un distributeur admissible associé au projet. Ainsi, le crédit d'impôt fédéral sera récupérable lorsque les autres investisseurs, y compris le FMC et le producteur (l'investissement et les crédits d'impôt provinciaux, le cas échéant), auront récupéré leur investissement initial, mais avant qu'ils aient commencé à participer aux profits.

1. VOLET EXPÉRIMENTAL

Changements applicables aux Principes directeurs du Volet expérimental

Diminution de la contribution maximale pour le développement

- Auparavant, la contribution maximale à un projet au titre de l'aide au développement s'établissait à 75 % des dépenses admissibles du projet ou 400 000 \$, selon le moindre de ces montants.
- Dorénavant, la contribution maximale s'établit à 75 % des dépenses admissibles du projet ou 300 000 \$, selon le moindre de ces montants.
 - Voir la section 2.3.1

Augmentation de la contribution maximale pour la production

- Auparavant, la contribution maximale à un projet au titre de l'aide à la production s'établissait à 75 % des dépenses admissibles du projet ou un million de dollars, selon le moindre de ces montants.
- Dorénavant, la contribution maximale s'établit à 75 % des dépenses admissibles du projet ou 1,2 million de dollars, selon le moindre de ces montants.
 - Voir la section 2.3.1

Augmentation du plafond global

- Auparavant, la contribution maximale combinée à un projet au titre de l'aide au développement, à la production et à la mise en marché s'établissait à un million de dollars.
- Dorénavant, la contribution maximale combinée accessible pour un projet au titre de l'aide au développement, à la production et à la mise en marché s'établit à 1,2 M\$.

Changements à la grille d'évaluation

- Auparavant, la section Plan d'affaires incluait les critères suivants : « viabilité du projet », « caractère distinctif du modèle de gestion » et « stabilité financière du Requérent compte tenu de l'ampleur du projet ».
- Dorénavant, la section Plan d'affaires inclut également les critères suivants : « antécédents de collaboration fructueuse avec le FMC (respect du calendrier et du devis proposés, livrables attendus respectant la proposition initiale présentée, rendement historique quant aux ventes des projets antérieurs financés par le FMC, le cas échéant, etc.) ».

Clarification des projets inadmissibles

- Auparavant, les produits axés sur un programme d'études étaient mentionnés comme exemple de projets inadmissibles.
- Cet exemple a été clarifié, afin d'inclure « les applications, les logiciels et les technologies d'apprentissage en ligne ».
 - Voir la section 3.2.2.1

Définition d'interactivité

- La définition d'« interactivité » (voir la section 3.2.2.3) a été modifiée comme suit :
 - « Les projets admissibles doivent être interactifs. Par interactivité, on entend une expérience participative **significative** de l'utilisateur avec le produit ou la technologie (**y compris les technologies immersives qui font appel aux sens des utilisateurs et les stimulent de façon à créer une sensation réelle sur le plan perceptuel**), ou de l'utilisateur avec d'autres utilisateurs par l'intermédiaire du produit ou de la technologie. Les projets utilisant Internet ou des plateformes mobiles pour diffuser des contenus linéaires dénués de fonctions interactives importantes ne sont pas admissibles. »
 - Voir la section 3.2.2.3

Changements applicables à la Politique de récupération du Volet expérimental

Récupération du Volet expérimental – Possibilité de convertir les avances de développement

- Auparavant, lorsqu'un projet ayant reçu du soutien du FMC à l'étape de développement (mais non à l'étape de production) passait à la production, le producteur était tenu de rembourser entièrement l'avance de développement au plus tard la première journée à laquelle commençait la production du projet à commercialiser.
- Dorénavant, les producteurs auront la possibilité de rembourser l'avance de développement (comme c'était le cas auparavant) ou, à la suite d'une demande officielle du Requérant ainsi que de l'approbation du FMC, permettre la conversion de l'avance de développement en investissement récupérable à la production.
 - Voir la section 2.2.1

Récupération du Volet expérimental – Élimination des doubles modèles de récupération

- Auparavant, le FMC appliquait différents modèles de récupération selon que le projet était classé comme un « produit fini » ou un « produit d'exploitation continue ».
- Dorénavant, le FMC ne fera plus cette distinction entre les projets, et tous les projets suivront les règles de récupération et de participation aux profits conformément à un seul modèle.
 - Voir la section 3.2

Changements applicables au Programme pilote de partenariats avec des accélérateurs (3PA)

Liste révisée d'accélérateurs approuvés

- La liste des accélérateurs qui ont été approuvés en vue de fournir des services par le truchement du Programme a été révisée. L'admissibilité d'autres accélérateurs sera évaluée au cas par cas.
 - Voir le paragraphe 4

2. VOLET CONVERGENT

Changements applicables à tous les programmes de production du Volet convergent

Clarification des dépenses de mise en marché non admissibles

- Auparavant, les Principes directeurs mentionnaient les concepts suivants comme exemples de dépenses de mise en marché non admissibles : « coûts qui ont déjà été financés par un autre partenaire financier », « réception de fin de tournage », « cadeaux à l'équipe » et « site Web de base ».
- Les « cadeaux au public (p. ex. : t-shirts, tasses) » ont été ajoutés à cette liste.
 - Voir la section 2.3.2.TV.2

Précisions sur les prix

- La nouvelle section 2.3.2.TV.3 établit que les prix (même ceux pouvant être considérés comme de nature éducative) seront considérés comme des dépenses inadmissibles.
 - Voir la section 2.3.2.TV.3

Clarifications quant aux genres d'émissions

- Auparavant, la liste des genres et des formats d'émissions non admissibles au financement du FMC incluait la catégorie « galas et remises de prix ».
- Dorénavant, l'inadmissibilité des galas et remises de prix a été réduite aux « remises de prix non liées au secteur culturel ». Ainsi, les remises de prix et les galas liés au secteur culturel sont admissibles s'ils répondent à la définition d'émissions de variétés et arts de la scène du FMC.
 - Voir la section 3.2.TV.2

Changements liés au traitement des droits supplémentaires

- Auparavant, les droits supplémentaires devaient être identifiés et évalués séparément du droit de diffusion canadien ou du droit de VSD canadien, le cas échéant, et l'un par rapport à l'autre.
- Dorénavant, les droits supplémentaires doivent seulement être identifiés et évalués séparément du droit de diffusion canadien ou du droit de VSD canadien, le cas échéant.
- Auparavant, tout droit supplémentaire était défini séparément dans les Principes directeurs.
- Dorénavant, tous les autres droits – y compris ceux qui ne sont pas précisément inscrits dans les Principes directeurs – ont le sens qui leur est généralement attribué, conformément aux normes de l'industrie de la télévision, des médias numériques et des communications.
- Auparavant, la vidéo sur demande (VSD) n'était pas précisément inscrite à titre d'exemple de droit supplémentaire.
- Dorénavant, la VOD est incluse comme exemple de « droit supplémentaire » lorsque le droit de VSD canadien, tel qu'il est défini dans les Principes directeurs, fait partie du droit de diffusion admissible du Requérant, conformément à la section 3.2.TV.5.1.

Changements apportés à tous les programmes sélectifs du Volet convergent

Clarifications apportées à la grille d'évaluation

- Auparavant, le texte de la colonne « Remarques » de la grille d'évaluation était trop général et ne précisait pas toujours les concepts ou les critères d'évaluation indiqués sous la rubrique « Détails des points » de la grille d'évaluation.
- La section « Remarques » a été révisée afin de fournir des éclaircissements et des précisions sur les « Détails des points » pour les critères Intérêt du marché, Équipe de production et Éléments créatifs.

Changements apportés au Programme autochtone et au Programme de production de langue française en milieu minoritaire

Répartition du PPC et du PDD calculée sur l'ensemble du devis

- La section 2.2 a été clarifiée; la répartition entre le supplément de droits de diffusion et la participation au capital (de chacun des programmes) s'appliquera au devis global du projet dans les cas où les projets reçoivent des fonds de plusieurs programmes du FMC ou sont coproduits avec un producteur dont le siège social est situé et exploité au Québec pour un projet du Programme de production de langue française en milieu minoritaire.

Changements apportés au Programme autochtone

Augmentation de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la contribution maximale pour la composante télévision était de 60 % des dépenses admissibles de la composante ou 400 000 \$, soit le montant le moins élevé.
- Dorénavant, la contribution maximale pour la composante télévision sera de 60 % des dépenses admissibles de la composante ou 750 000 \$ (dans le cas des dramatiques ou des émissions d'animation) ou 550 000 \$ (pour les documentaires, enfants et jeunes ainsi que variétés et arts de la scène), soit le montant le moins élevé.

Changements apportés au Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise

Augmentation de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la contribution maximale pour la composante télévision était de 49 % des dépenses admissibles de la composante ou 300 000 \$, soit le montant le moins élevé.
- Dorénavant, la contribution maximale pour la composante télévision sera de 49 % des dépenses admissibles de la composante ou 400 000 \$, soit le montant le moins élevé.

Changements apportés au Programme de production de langue française en milieu minoritaire

Modification de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la contribution maximale pour la composante télévision était de 60 % dépenses admissibles de la composante ou de l'un des montants suivants :
 - Dramatiques : 1,5 M\$
 - Enfants et jeunes : 550 000 \$
 - Documentaires (épisodes uniques) : 150 000 \$; Documentaires (séries) : 400 000 \$
 - Variétés et arts de la scène : 500 000 \$
- Dorénavant, la contribution maximale pour la composante télévision sera de 49 % des dépenses admissibles de la composante ou 1,5 M\$ (dramatiques) ou 550 000 \$ (tous les autres genres).
 - Voir la section 2.3.1

Changement lié au supplément de droits de diffusion maximal

- Auparavant, le supplément de droits de diffusion maximal correspondant à la composante télévision s'établissait à 30 % des dépenses admissibles de la composante.
- Dorénavant, le supplément de droits de diffusion correspondant à la composante télévision s'établit à 25 % des dépenses admissibles de la composante.
 - Voir la section 2.2

Changements à la grille d'évaluation – en plus des changements généraux apportés à tous les programmes sélectifs

- Auparavant, parmi les 15 points assignés à la catégorie composante médias numériques dans la grille d'évaluation, « originalité et créativité », « degré de richesse et d'élaboration du contenu » et « intérêt du marché » recevaient 5 points chacun.
- Dorénavant, « intérêt du marché » pour la composante médias numériques a été réduit à 3 points. Les 2 points restants seront octroyés à une composante médias numériques dont les travaux et les dépenses sont effectués à l'extérieur du Québec.
 - Voir la section 2.4

Changements apportés à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire

Augmentation de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la Mesure incitative prenait la forme d'un supplément de droits de diffusion de 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision, jusqu'à concurrence de 750 000 \$ par projet.
- Dorénavant, la Mesure incitative demeure un supplément de droits de diffusion de 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision, mais jusqu'à concurrence de 800 000 \$ par projet.
 - Voir le paragraphe 2

Changements apportés à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents

Plafond imposé sur la valeur des projets pouvant être déclenchés – marché francophone

- Auparavant, il n'existait pas de limite quant au nombre de projets qui pouvaient être déclenchés par les télédiffuseurs dans le marché francophone.
- Dorénavant, même s'il n'existe pas de limite quant au *nombre* de projets qui peuvent être déclenchés, la *valeur cumulative* des projets pouvant être déclenchés par les télédiffuseurs dans le marché francophone est plafonnée à 40 % de l'allocation réservée à chacune des dates d'ouverture pour les projets en langue française.
 - Voir la page 3

Changements apportés au Programme de développement

Plafond imposé quant au nombre de projets de prédéveloppement de langue anglaise qui peuvent être déclenchés

- Auparavant, il n'y avait pas de limite quant au nombre de projets qui pouvaient être déclenchés par un télédiffuseur donné ou un groupe d'entreprises de diffusion.
- Dorénavant, les télédiffuseurs ne peuvent déclencher qu'un maximum de 25 projets.
 - Voir la section 2.C.1

Changements apportés à la Mesure incitative pour le codéveloppement international

Élargissement du sous-programme de SP Cine pour inclure des projets associés à des activités de développement dans le Volet expérimental

- Auparavant, les projets qui pouvaient être associés à des activités de développement dans le cadre du Volet expérimental n'étaient pas admissibles au financement du sous-programme de SP Cine.
- Dorénavant, les projets admissibles au sous-programme de SP Cine sont des projets pouvant être associés soit au Programme de développement du Volet convergent, soit à des activités de développement dans le cadre du Volet expérimental.

Changements apportés à la Mesure incitative pour la production nordique

Augmentation de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la contribution maximale pour la composante télévision était de 20 % des dépenses admissibles de la composante ou 200 000 \$, soit le montant le moins élevé.
- Dorénavant, la contribution maximale pour la composante télévision sera de 30 % des dépenses admissibles de la composante ou 200 000 \$, soit le montant le moins élevé.
 - Voir le paragraphe 2

Élargissement de la Mesure incitative afin d'inclure une composante médias numériques

- Auparavant, la Mesure incitative n'offrait du financement qu'à la composante télévision d'un projet admissible.
- Dorénavant, la Mesure incitative soutiendra également les composantes médias numériques et prendra la forme d'une contribution en espèces non remboursable avec une contribution maximale de 75 % des dépenses admissibles de la composante ou 500 000 \$, soit le montant le moins élevé. En outre, les travaux et les dépenses de la composante médias numériques doivent avoir lieu au Nunavut, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest.
 - Voir les pages 2 et 3

Changements apportés à l'Annexe A

Changements à la liste des types d'émissions non admissibles à une aide financière du FMC

- Auparavant, la liste des genres et des formats d'émissions non admissibles au financement du FMC incluait la catégorie « galas et remises de prix ».
- Dorénavant, l'inadmissibilité des galas et remises de prix a été réduite aux « remises de prix et galas non liés au secteur culturel ». Ainsi, les remises de prix et les galas liés au secteur culturel sont admissibles s'ils répondent à la définition d'émissions de variétés et arts de la scène du FMC.

Changements apportés à l'Annexe B

Section 3, Politique des honoraires du producteur et des frais d'administration : augmentation du plafond de la composante télévision du Volet convergent

- Auparavant, le montant maximal en dollars qui pouvait être attribué et dépensé en vertu de la Politique des honoraires du producteur et des frais d'administration dans une composante télévision du Volet convergent s'établissait à 1,4 M\$ par projet.
- Dorénavant, le montant maximal en dollars qui peut être attribué et dépensé en vertu de la Politique des honoraires du producteur et des frais d'administration dans une composante télévision du Volet convergent s'établit à 2 M\$ par projet.

Section 6, Politique de récupération normalisée – Volet convergent

- Auparavant, dans les cas où le FMC était investisseur et qu'il avait entièrement récupéré son investissement initial, il renonçait à 50 % de sa part de participation aux profits au bénéfice du producteur.
- Dorénavant, dans les cas où il est le seul investisseur, une fois son investissement entièrement récupéré, le FMC renoncera à 25 % de sa part de participation aux profits au bénéfice du producteur. Précisons que le FMC considérera toute forme de participation financière directe ou indirecte d'un producteur, notamment les crédits d'impôt, comme une participation au capital d'un producteur. Ainsi, si le producteur a une participation aux bénéfices dans un projet donné, le FMC conservera sa pleine part de participation aux bénéfices.
- Auparavant, deux modèles existaient quant aux droits liés à la diffusion non commerciale : pour les distributeurs ayant acquis d'autres droits en sus des droits de diffusion non commerciale, les honoraires déduits ne pouvaient excéder 50 % des revenus bruts, et pour les distributeurs ayant acquis uniquement des droits de diffusion non commerciale, les redevances payables au distributeur étaient de 70 %.
- Dorénavant, le FMC adoptera un modèle unique: les distributeurs devront verser une redevance de 30 % aux producteurs pour l'acquisition de droits de diffusion non commerciale, qu'ils acquièrent ou non d'autres droits que la diffusion non commerciale.
- Auparavant, les exceptions à la limite de 10 % des recettes brutes sur les dépenses de distribution n'incluaient que les redevances et les cachets prévus par les conventions collectives ainsi que le frais de doublage et de sous-titrage engagés.
- Dorénavant, les exceptions à la limite de 10 % sont élargies afin d'inclure les frais de prolongation de la couverture d'assurances erreurs et omissions, les droits d'enregistrement de droits d'auteur et de marques de commerce ainsi que les redevances versées à des tiers qui possèdent les droits sous-jacents applicables.
- Auparavant, les producteurs étaient responsables de la collecte et de la distribution des redevances de retransmission et des droits musicaux aux différents investisseurs, y compris le FMC.
- Dorénavant, cette disposition a été supprimée, et le FMC cessera de récupérer des redevances de retransmission télévisée et musicales.
- Auparavant, la récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées en Amérique du Nord avec les revenus et les dépenses d'autres territoires n'était pas autorisée.
- Dorénavant, la restriction quant à la récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées s'applique au Canada et aux autres territoires.
- Auparavant, il n'y avait pas de limite de temps quant à la période pendant laquelle a) le FMC était autorisé à vérifier les livres comptables d'un distributeur, et b) un producteur pouvait contester les rapports sur les revenus d'une production.
- Dorénavant, la période pendant laquelle a) le FMC est autorisé à vérifier les livres comptables d'un distributeur, et b) un producteur peut contester les rapports sur les revenus d'une production est établie à 10 ans (sept années suivant la soumission du premier rapport d'exploitation, plus trois ans).

Introduction au programme Corus-FMC - *Du concept à la prévente*

- À la suite de l'acquisition de Historia, de Séries+ et de Teletoon par Corus Entertainment, et conformément à la politique relative aux avantages tangibles du CRTC, le FMC et Corus Entertainment sont heureux d'annoncer le programme *Du concept à la prévente*. Le programme est consacré au financement des activités créatives et commerciales pendant le développement de projets télévisuels admissibles en format animation ou en prises de vue réelles (incluant les documentaires). Le budget 2015-2016 du programme *Du concept à la prévente* s'établit à 1 163 750 \$ — il permettra de financer les dépenses admissibles liées à la rédaction de scénarios ou à l'obtention

d'une prévente. Les projets seront évalués et choisis au moyen d'un processus sélectif. Les requérants retenus pourront recevoir une somme allant jusqu'à 25 000 \$.

3. VOLET CONVERGENT – 2016-2017

Changements apportés à l'annexe B

Section 6, Politique de récupération normalisée (PRN) – Volet convergent

- Actuellement, il y a deux modèles de récupération normalisée, soit le modèle A (sans distributeur admissible) et le modèle B (avec distributeur admissible).
- **À partir de 2016-2017**, dans le but de simplifier la méthode de récupération et d'accroître le rendement potentiel du capital investi par le FMC, la démarche à deux modèles sera éliminée et le modèle B sera adopté comme modèle unique de récupération, qu'il y ait ou non un distributeur admissible associé au projet. Ainsi, le crédit d'impôt fédéral sera récupérable lorsque les autres investisseurs, y compris le FMC et le producteur (l'investissement et les crédits d'impôt provinciaux, le cas échéant), auront récupéré leur investissement initial, mais avant qu'ils aient commencé à participer aux profits.